

## **ADERSE 2018**

# **L'impact du système de gouvernance sur l'intégration des critères RSE dans la rémunération variable des dirigeants français**

**Souhir KHEMIR : MCF Université Haute-Alsace, CREGO**

[souhir.khemir@uha.fr](mailto:souhir.khemir@uha.fr)

**Mohamed KHENISSI : MCF Université Grenoble Alpes, CERAG**

[mohamed.khenissi@iut2.univ-grenoble-alpes.fr](mailto:mohamed.khenissi@iut2.univ-grenoble-alpes.fr)

### **Résumé :**

Une étude récente menée par l'Orse et PwC, publiée en 2017 a montré que de plus en plus d'entreprises françaises intègrent des critères RSE dans leur politique de rémunération des dirigeants. En effet, en 2015, 73% des entreprises du CAC 40 prennent en compte des questions relatives à la RSE dans la rémunération variable contre seulement 10% en 2012. En effet, ces critères permettent de renforcer la transparence en matière de rémunération des dirigeants et de protéger les intérêts de l'ensemble des parties prenantes. En effet, les critères RSE envoient un signal positif dans la mesure où ils renseignent sur la manière dont l'entreprise est gérée dans son ensemble et par conséquent, aident à prévoir la performance de l'entreprise à long terme.

La présente étude s'intéresse à l'identification des facteurs explicatifs de la prise en compte des critères RSE dans la rémunération variable des dirigeants. Nous examinons plus particulièrement le conseil d'administration, la présence du comité RSE et la structure de propriété. L'ancrage théorique utilisé est la théorie des parties prenantes. L'échantillon est composé des entreprises françaises cotées au SBF 120 sur la période allant de 2012 à 2016. Les résultats obtenus démontrent que l'intégration des critères RSE dans la rémunération des dirigeants suit une tendance haussière de 2012 à 2016. Il ressort des résultats de l'analyse multivariée que la présence d'un comité RSE et l'actionnariat institutionnel constituent des facteurs explicatifs de l'intégration de la RSE dans les pratiques de rémunération variable des dirigeants des entreprises.

**Mots clés : rémunération des dirigeants, RSE, mécanisme de gouvernance, parties prenantes**